

ATTESTATION D'EMPLOYEUR DESTINÉE À Pôle emploi

À remplir par l'employeur et à délivrer au salarié avec son dernier bulletin de paie (Art. R. 1234-9 du C. du T.).

ATTENTION, cette attestation doit être transmise par le salarié à Pôle emploi :

- s'il s'inscrit comme demandeur d'emploi, en la téléchargeant sur son espace personnel, si, au terme de sa demande d'allocations dématérialisée, il lui est demandé de la transmettre à Pôle emploi (pour s'inscrire ou se réinscrire comme demandeur d'emploi, le salarié effectuera sa demande sur le site internet de Pôle emploi : www.pole-emploi.fr - candidat - m'inscrire / me réinscrire) ;
- s'il est déjà inscrit, dans les 72 h de sa délivrance.

Attestation éditée automatiquement par POLE EMPLOI le 17/11/2022 16:51 N° d'ordre 1714537925

Logiciel utilisé : AE WEB RG

COMMUNE D AUSSAC

Téléphone : 0 5 4 5 2 0 6 1 6 0

Statut juridique : 16560 AUSSAC VADALLE

N° SIRET : 2 1 1 6 0 0 2 4 2 0 0 0 1 3

Code APE/NAF : 8 4 1 1 Z

Nombre total de salariés dans l'entreprise au 31.12 écoulé :

Nombre total de salariés dans l'établissement au 31.12 écoulé :

Ne rien inscrire dans ce cadre

EMPLOYEURS DU SECTEUR PUBLIC (Art. L. 5424-1 du C. du T.).

Employeur en auto assurance

Employeur ayant conclu une convention de gestion

Adhésion au régime particulier pour les apprentis du secteur public

N° de la convention de gestion :

Code d'affectation :

N° interne employeur public :

Employeur ayant adhéré à titre révocable

Employeur ayant adhéré à titre irrévocabile

Date d'adhésion :

Statut du salarié :

titulaire

non titulaire

2. le salarié

Mme M

Nom de famille (nom de naissance) : RENAUD

Nom d'usage (nom d'épouse, etc.) :

Prénom (s) : Christelle

Adresse : 562 route de Chantoiseau

Code postal : 1 6 5 6 0 Commune : COULGENS

NIR (n° de Sécurité sociale) : 2 6 9 1 0 1 6 0 1 5 1 4 7

Date de naissance : 2 7 1 0 1 9 6 9

Lieu de naissance : Angoulême

Ressortissant : français UE EEE Suisse hors UE et EEE

Niveau de qualification : Employé administratif d'entreprise, de commerce, agent de service 0 6 Statut cadre ou assimilé : oui non

'voir notice'

2691016015147 RENAUD Christelle

3. régimes de retraite complémentaire du salarié

Cochez la ou les cases concernées

- Régime AGIRC-ARRCO CRPN Autres (précisez): _____
- IRCANTEC CNBF

■ En cas d'affiliation à un régime spécial de sécurité sociale, indiquez la caisse (maladie ou vieillesse) :

Régime général

■ Le salarié relève-t-il du régime local d'Alsace Moselle ? oui non

Les données à caractère personnel collectées dans ce formulaire sont destinées à l'étude des droits des salariés à l'allocation d'aide au retour à l'emploi. Elles sont mises à disposition dans le dossier dématérialisé concernant le salarié, dénommé DUDE. Elles sont communiquées à d'autres organismes de protection sociale ou concourant à son reclassement. Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et aux articles 15 et 16 du règlement général sur la protection des données (RGPD), vous disposez vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent auprès de Pôle Emploi. Le droit d'opposition ne s'applique pas à la collecte de ces données.

4. emploi

■ Durée d'emploi salarié du 0 | 1 | 0 | 9 | 2 | 0 | 1 | 4 | au 3 | 0 | 0 | 9 | 2 | 0 | 2 | 2 |

■ Date de fin initiale du CDD (à préciser obligatoirement si la date de rupture du contrat est antérieure à la date fixée initialement)

■ Dernier emploi tenu : adjoint technique

Dernier lieu de travail (pays) :

Dépt. | 1 | 6 |

■ Ancienneté dans l'entreprise : moins d'1 an entre 1 an et moins de 2 ans

au moins 2 ans

■ Date d'engagement de la procédure de licenciement ou de notification de la démission ou de signature de la convention de rupture conventionnelle : 3 | 0 | 0 | 9 | 2 | 0 | 2 | 2 |

■ Préavis : effectué du

au

au

non effectué

payé du

au

non payé du

au

(motif) :

■ Catégorie d'emploi particulier :

travailleur à domicile employé de maison assistante maternelle, garde d'enfant salarié en portage salarial

autre (préciser)

■ Horaire de travail : (en heures)

- salarié au forfait oui non Précisez : convention de forfait en heures convention de forfait en jours

hebdomadaire

mensuel

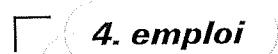
annuel

- dans l'entreprise suite à un accord, une convention collective : ou 151.67 ou

- du salarié : ou 25.17 ou

- motif en cas de différence : travail à temps partiel

autre motif (précisez) :



- Nature du contrat : contrat à durée indéterminée contrat à durée déterminée
- Contrat de type particulier : apprentissage professionnalisation CUI-CIE CUI-CAE
- contrat d'engagement éducatif emploi d'avenir autre (précisez) :

■ Périodes de suspension du contrat de travail ni rémunérées ni indemnisées :

Congé sabbatique du

au

Congé sans soldé et assimilé du

au

Période de disponibilité des trois fonctions publiques du

au

Autre période d'emploi ni rémunérée ni indemnisée (désertion dans les armées, suspension pour motif sanitaire...)

du

au

■ Périodes d'absence du salarié au cours des 25 derniers mois de salaire ou 37 derniers mois si le salarié a 53 ans et plus au moment de la fin de contrat :

Arrêt maladie du 0 | 5 | 0 | 0 | 9 | 2 | 0 | 2 | 2 | 2 au 3 | 0 | 0 | 9 | 2 | 0 | 2 | 2 | 2

du 0 | 0 | 1 | 0 | 8 | 2 | 0 | 2 | 2 | 2 au 0 | 4 | 0 | 9 | 2 | 0 | 2 | 2 | 2

du 0 | 0 | 2 | 0 | 7 | 2 | 0 | 2 | 2 | 2 au 3 | 1 | 0 | 7 | 2 | 0 | 2 | 2 | 2

du 0 | 0 | 1 | 0 | 6 | 2 | 0 | 2 | 2 | 2 au 0 | 1 | 0 | 7 | 2 | 0 | 2 | 2 | 2

du 0 | 0 | 1 | 0 | 5 | 2 | 0 | 2 | 2 | 2 au 3 | 1 | 0 | 5 | 2 | 0 | 2 | 2 | 2

Congé maternité du

au

Congé paternité du

au

Congé d'adoption du

au

Congés payés pris et financés par une caisse professionnelle du

au

Périodes indemnisées au titre
de l'allocation d'activité partielle ou de l'APLD du

du au

du au

du au

4. emploi

du	au
du	au
du	au

Autre motif :

(précisez ce motif, à partir de la liste des motifs réglementaires d'absence du salarié)

<input checked="" type="checkbox"/> Statut particulier :	gérant	administrateur/PDG/DG	Mbre/Pdt du Directoire
<input type="checkbox"/> Mbre du Cons. de surveillance	<input type="checkbox"/> Pdt d'une association	<input type="checkbox"/> Mbre d'un GIE	<input type="checkbox"/> Associé/actionnaire
<input type="checkbox"/> autre (précisez) :			

5. motif de la rupture du contrat de travail

licenciement suite à redressement ou liquidation judiciaire	départ à la retraite à l'initiative du salarié
licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement	rupture conventionnelle
licenciement pour motif économique	prise d'acte de la rupture de contrat de travail
licenciement pour fin de chantier ou d'opération	<input checked="" type="checkbox"/> démission
licenciement pour autre motif, (précisez) :	fin de contrat d'apprentissage
autre rupture pour raison économique (Art. L. 1233-3 dernier alinéa du C. du T.)	résiliation judiciaire du contrat
fin de contrat à durée déterminée ou fin d'accueil occasionnel	rupture pour force majeure ou fait du prince
fin de mission d'intérim	rupture d'un commun accord d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage
rupture anticipée d'un CDD ou d'un contrat de mission en cas d'inaptitude physique constatée par le médecin du travail	rupture anticipée du CDD pour faute grave
fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur	rupture conventionnelle collective
fin de période d'essai à l'initiative du salarié	rupture amiable dans le cadre d'un congé de mobilité
rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeur	rupture dans le cadre d'un accord de performance collective
rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié	licenciement du collaborateur parlementaire (Art. 18 et 19 de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017)
mise à la retraite par l'employeur	démission avec versement d'une indemnité de départ volontaire (fonction publique)
	rupture conventionnelle (fonction publique)
	autre motif :

(précisez le motif, à choisir parmi la liste des motifs de fins de contrat dans la notice)

6.1 salaires

Salaires des 25 derniers mois, y compris le salaire du mois au cours duquel intervient la fin du contrat de travail (37 derniers mois pour les salariés âgés de 53 ans et plus au moment de la rupture du contrat de travail)

	Période de paie du 1	Date de paiement au 2	Temps de travail payé (précisez en heures ou en jours) 3	Nb de jours ou d'heures n'ayant pas été intégralement payés 4	Salaire mensuel brut soumis à contributions patronnales d'assurance chômage 5
01	01/11/2019	30/11/2019	18/11/2019 117.7 heure(s)		1318.65
02	01/12/2019	31/12/2019	09/12/2019 117.7 heure(s)		1368.65
03	01/01/2020	31/01/2020	17/01/2020 117.7 heure(s)		1325.92
04	01/02/2020	29/02/2020	17/02/2020 117.7 heure(s)		1325.92
05	01/03/2020	31/03/2020	16/03/2020 117.7 heure(s)		1328.34
06	01/04/2020	30/04/2020	22/04/2020 117.7 heure(s)		1340.46
07	01/05/2020	31/05/2020	15/05/2020 117.7 heure(s)		1340.46
08	01/06/2020	30/06/2020	16/06/2020 117.7 heure(s)		1340.46
09	01/07/2020	31/07/2020	20/07/2020 117.7 heure(s)	1 jour(s)	1282.05
10	01/08/2020	31/08/2020	24/08/2020 117.7 heure(s)		1384.31
11	01/09/2020	30/09/2020	09/10/2020 119.07 heure(s)		1348.25
12	01/10/2020	31/10/2020	20/10/2020 109.07 heure(s)		1243.85
13	01/11/2020	30/11/2020	23/11/2020 109.07 heure(s)		1243.85
14	01/12/2020	31/12/2020	18/12/2020 109.07 heure(s)		1293.85
15	01/01/2021	31/01/2021	25/01/2021 109.07 heure(s)		1307.33
16	01/02/2021	28/02/2021	21/02/2021 109.07 heure(s)		1207.32
17	01/03/2021	31/03/2021	31/03/2021 109.07 heure(s)		1216.24
18	01/04/2021	30/04/2021	28/04/2021 109.07 heure(s)		1257.32
19	01/05/2021	31/05/2021	28/05/2021 109.07 heure(s)	1 jour(s)	1197.04
20	01/06/2021	30/06/2021	28/06/2021 109.07 heure(s)		1218.92
21	01/07/2021	31/07/2021	28/07/2021 109.07 heure(s)		1257.32
22	01/08/2021	31/08/2021	28/08/2021 109.07 heure(s)		1257.32
23	01/09/2021	30/09/2021	28/09/2021 109.07 heure(s)	1 jour(s)	1181.68
24	01/10/2021	31/10/2021	28/10/2021 109.07 heure(s)		1199.72
25	01/11/2021	30/11/2021	28/11/2021 109.07 heure(s)		631.95
26	01/12/2021	31/12/2021	28/12/2021 109.07 heure(s)		1022.76
27	01/01/2022	31/01/2022	28/01/2022 109.07 heure(s)		503.96
28	01/02/2022	28/02/2022	28/02/2022 109.07 heure(s)		547.1
29	01/03/2022	31/03/2022	28/03/2022 109.07 heure(s)		577.85
30	01/04/2022	30/04/2022	28/04/2022 109.07 heure(s)		497.51
31	01/05/2022	31/05/2022	28/05/2022 109.07 heure(s)		828.46
32	01/06/2022	30/06/2022	28/06/2022 109.07 heure(s)		1014.31
33	01/07/2022	31/07/2022	28/07/2022 109.07 heure(s)		602.46
34	01/08/2022	31/08/2022	28/08/2022 109.07 heure(s)		650.72
35	01/09/2022	30/09/2022	30/09/2022 109.07 heure(s)		213.32

6.1 salaires

Salaires des 25 derniers mois, y compris le salaire du mois au cours duquel intervient la fin du contrat de travail (37 derniers mois pour les salariés âgés de 53 ans et plus au moment de la rupture du contrat de travail)

Période de paie	Date de paiement	Temps de travail payé (précisez en heures ou en jours)	Nb de jours ou d'heures n'ayant pas été intégralement payés	Salaire mensuel brut soumis à contributions patronnales d'assurance chômage
du 1 au 2	3	4	5	

6.2 primes et indemnités

ATTENTION : les indemnités liées à la rupture du contrat de travail doivent figurer dans la rubrique 6.3.

N'indiquez que les primes versées au cours des 25 ou 37 derniers mois

Intitulé de la prime (13^e mois, rachat de compte épargne-temps, prime de vacances, prime exceptionnelle liée à l'activité...)

Date
de paiement

Montant soumis aux contributions d'assurance chômage

**OUR S'INSCRIRE OU SE RÉINSCRIRE COMME DEMANDEUR D'EMPLOI,
L'ARIÉ EFFECTUE SA DEMANDE D'INSCRIPTION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE**

www.pole-emploi.fr - candidat - m'inscrire / me réinscrire.

6.3 sommes versées à l'occasion de la rupture (solde de tout compte)

Indemnité compensatrice de congés payés

Montant : EUR

L'indemnité est-elle due par une caisse professionnelle ? oui non

Si oui, précisez laquelle : _____

et précisez le nombre de jours ouvrables :

Total des sommes ou indemnités légales, conventionnelles ou transactionnelles inhérentes à la rupture : EUR

■ Montant correspondant aux indemnités légales (voir notice) : EUR
dont indemnités :

légale de licenciement EUR
(Art. L. 1234-9 du C. du T.)

minimale de rupture conventionnelle EUR
(Art. L. 1237-13 du C. du T.)
Montant correspondant à celui de l'indemnité légale de licenciement

de fin de contrat à durée déterminée EUR

de fin de mission EUR

de départ à la retraite EUR

spéciale de licenciement EUR

spécifique de licenciement EUR
(Art. L. 1235-15 du C. du T.)

due aux journalistes EUR

légale de clientèle EUR

légale due au personnel navigant de l'aviation civile EUR

versée à l'apprenti en application de l'article L. 6225-5 al.2 du C. du T. EUR

compensatrice de compte épargne temps (CET) EUR

due en raison d'un sinistre EUR

autres indemnités légales EUR

■ Montant correspondant aux indemnités conventionnelles (convention collective) : EUR

■ Montant correspondant aux indemnités transactionnelles (transaction) : EUR

Une transaction est-elle en cours ? oui* non

* Si d'autres sommes sont versées après l'établissement de cette attestation, vous devez les déclarer à Pôle emploi.

2691016015147 RENAUD Christelle

7. avance du régime de garantie des salaires

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, une avance de l'AGS :

- a-t-elle été perçue ? oui Pour quelles créances : _____
 non Motif : _____
- est-elle à percevoir ? oui Pour quelles créances : _____
 non Motif : _____

8. authentification par l'employeur

Je soussigné(e), (nom) : Gérard

(prénom) : LIOT

agissant en qualité de :

- chef d'entreprise directeur comptable mandataire liquidateur gérant
 responsable RH administrateur judiciaire autre (précisez) : Maire de la commune

certifie que les renseignements indiqués sur la présente attestation sont exacts et, notamment, le motif de la rupture du contrat de travail qui est, je le rappelle, le suivant : Démission

En cas de rupture conventionnelle, atteste n'avoir pas reçu de refus d'homologation de la convention de la part de la DREETS ou, le cas échéant, de refus de l'inspection du travail.

À Aussac-Vadalle

le : 1 7 1 1 2 0 2 2

Signature

Cachet de l'entreprise

Le Maire,
Gérard LIOT

Personne à joindre concernant cette attestation :

CROIZARD Céline

Email :

Téléphone : 0 5 4 5 2 0 6 1 6 0

